

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Jacques Godbout, *La participation contre la démocratie*,
Éditions Saint-Martin, Montréal, 1983, 190 pages

Frédéric Lesemann

Numéro 10 (50), automne 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034666ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034666ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lesemann, F. (1983). Compte rendu de [Jacques Godbout, *La participation contre la démocratie*, Éditions Saint-Martin, Montréal, 1983, 190 pages]. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (10), 158–159. <https://doi.org/10.7202/1034666ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1983

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

**Jacques Godbout, *La participation contre la démocratie*, Éditions Saint-Martin, Montréal, 1983, 190 pages,
Frédéric Lesemann, Université de Montréal.**

« La participation contre la démocratie... C'est la formule qui résume le mieux quinze ans de recherches sur certaines expériences de participation des usagers, expériences généralement mises en branle par les responsables et les permanents d'une organisation, et visant à faire entrer dans son fonctionnement les personnes qui sont touchées par son produit, à titre de clients, d'usagers ou de résidents du territoire où elle oeuvre. J'ai dû admettre que la participation, dans les faits n'était pas, le plus souvent, un supplément de démocratie ; au contraire elle se révélait en être le substitut, une manière de se passer des mécanismes démocratiques pour ceux que le jeu démocratique dérange dans leur travail. Dans les organisations, ce sont les technocrates, les professionnels, les bureaucrates, autrement dit tous ceux qui détiennent un pouvoir dont la source est étrangère au processus démocratique, tous ceux dont la légitimité n'est pas fondée sur la représentation politique » (p. 7).

Jacques Godbout est chercheur à l'Institut national de la recherche scientifique rattaché à l'Université du Québec. Il a conduit depuis une quinzaine d'années une série de recherches sur le rôle des usagers, des militants, des élus dans divers secteurs de l'action publique ou para-publique au Québec, qu'il s'agisse du développement régional, de la santé et des services sociaux, de l'éducation ou des affaires municipales.

Tous ces secteurs ont été l'objet au cours des quinze années d'interventions de rationalisation, de réorganisation en profondeur des structures de la part du gouvernement du Québec, à la mesure

même des investissements exceptionnels qu'il leur a consacrés. Ils ont également été des lieux privilégiés du développement d'un professionnalisme étendu pour les travailleurs de ces secteurs.

J. Godbout a en outre également étudié l'évolution des groupes populaires dans la région de Montréal, en particulier dans leur rapport à l'implantation dès 1972 des nouveaux équipements des services avec lesquels ils entraient souvent en concurrence.

Toutes ces recherches ont été menées de façon empirique : ce sont vraiment les pratiques, la production effective des équipements, des groupes, des programmations qui ont fait l'objet de la démarche de connaissance plus que l'analyse des discours et des idéologies, ou encore des positions politiques en présence. En ce sens le travail de J. Godbout est unique et la publication de *La participation contre la démocratie* rend aujourd'hui fort opportunément accessible à un large public la synthèse de recherches qui jusque-là n'ont fait l'objet que de publications à diffusion restreinte ou de quelques articles dans des revues scientifiques.

Le réforme des Affaires sociales, la création des comités de citoyens et les stratégies de lutte à la pauvreté, pour ne prendre que quelques exemples ont été un des fleurons de la Révolution tranquille et ont fait parler d'eux bien au-delà des frontières du Québec. En France, par exemple, on a parlé d'un « modèle québécois » dans ces domaines et ce qui a beaucoup intéressé et intrigué a été l'image d'un certain dyna-

misme de la participation populaire tant dans les quartiers urbains que dans certaines régions rurales, mais aussi ce parti-pris de la participation des usagers que les lois sociales québécoises ont systématiquement reconnu dans le fonctionnement des établissements.

L'heure est maintenant aux bilans, au Québec, comme un peu partout et l'État-providence se retrouve au banc des accusés.

Le bilan que dresse J. Godbout du développement de la participation populaire et/ou institutionnelle — avatar de l'État-providence québécois — est sévère. Ces quinze années de développement ont avant tout permis le renforcement du pouvoir des producteurs de services au détriment de celui des usagers. Et l'on comprend immédiatement que pour ceux qui, comme l'auteur, cherchent dans la participation « des expériences de partage du pouvoir qui (aillent) au-delà de la démocratie représentative » (p. 152), le constat soit amer : les pouvoirs établis, nouvellement établis, ceux des producteurs ont perverti la participation au point d'en faire un simple mécanisme de confortation de leur pouvoir. Ils ont vidé la notion de sa dynamique politique et rendu du même coup les usagers dépendants de leur stratégie. « ...la base de la légitimité du pouvoir des citoyens est transformée : au lieu de reposer sur les droits des usagers, elle se fonde sur la mobilisation en faveur de l'organisation et des programmes définis par les permanents et elle tend à accentuer le pouvoir de ces derniers. C'est un phénomène que nous avons observé à plusieurs reprises dans des expériences fondées sur la notion de participation... Le résultat final est une consolidation du pouvoir bureaucratique et professionnel » (p. 109). Et encore : « La fonction réelle de ces structures n'est pas de donner le contrôle à l'utilisateur, mais de mettre en place des mécanismes d'insertion des professionnels

dans un territoire dont ils sont coupés... La participation n'est pas d'abord un phénomène de distribution du pouvoir, mais, précisément, une tentative pour substituer à la distribution du pouvoir des mécanismes de « feed-back » permettant aux membres d'une organisation de détenir l'information nécessaire en se dispensant de partager le contrôle » (p. 126).

On comprend donc mieux la portée du titre de l'ouvrage. Celui-ci, encore une fois se veut le bilan d'une vaste pratique de recherche dont il communique les grandes lignes de ses résultats d'enquête. À ce titre, faut-il le dire explicitement, l'ouvrage est essentiel pour quiconque est préoccupé de l'évolution des enjeux démocratiques des sociétés post-industrielles, d'une réflexion sur le développement du professionnalisme dans ses rapports avec les usagers des services, ou encore de la connaissance d'un pan important de l'histoire politique et administrative du Québec. La démarche empirique de l'auteur est rigoureuse, dans les limites des prémices de ses analyses, bien sûr, et c'est là qu'il convient de poser quelques questions.

J. Godbout est manifestement en colère dans ses analyses contre les « professionnels » producteurs de services, grands responsables de l'usurpation du pouvoir des usagers, caste anti-démocratique. Soit. Mais curieusement, dans ses analyses des processus d'implantation de vastes organisations de services qui elles-mêmes sont largement constituées d'anciens établissements pour une part, et d'un effort de hiérarchisation de l'ensemble des ressources, anciennes et nouvelles, en un vaste système intégré, d'autre part, l'auteur ne fait nullement appel aux concepts de la division du travail, de la déqualification, de la parcellisation des tâches, etc. qui, de mon point de vue accompagnent inévitablement et quali-

fient de tels processus de rationalisation du travail.

L'auteur analyse l'organisation pour elle-même ; les enjeux de pouvoir se construisent à trois partenaires : les administrateurs, les producteurs (professionnels), les usagers. De l'articulation de cette organisation au système politique et institutionnel, à l'action d'une technocratie d'État, aux nouveaux rapports de classe qui se constituent dans l'ensemble de cette dynamique sociale il n'est guère question. Ceux qui mènent le bal, ce sont les professionnels : ce jugement rejoint curieusement celui des technocrates d'État dans leur hargne contre les enseignants, les travailleurs de la santé, les travailleurs sociaux, etc.

Que faire de cet important problème politique — et je dirais théorique dans le sens où il est bien évidemment directement relié aux prémices de l'analyse ? J. Godbout tente de l'articuler dans un important chapitre 7, qui conclut l'ouvrage : « ...une nouvelle catégorie d'acteurs apparaît dans l'organisation. Elle n'est constituée ni des « producteurs », ni, au sens strict, des citoyens... mais de représentants des utilisateurs de l'organisation, de ses clients... dont le pouvoir est collectif et s'exerce au sein des structures de l'organisation, à la différence du « pouvoir » classique du consommateur individuel dans le modèle du marché » (p. 166). S'ensuivent une série de réflexions fort stimulantes qui ajoutent encore à l'intérêt de l'ouvrage, à partir du constat — qu'on ne peut que partager — qu'« une approche fondée sur les classes sociales ne rend pas entièrement compte des conflits d'intérêts objectifs existant entre les producteurs d'une organisation et les utilisateurs de son produit... » (p. 167).